

**Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration
Séance du 11 décembre 2025**

OBJET : **ADMINISTRATION GENERALE -1** Délégation du conseil d'administration au directeur de cession dans le cadre des conventions existantes pendant la période du 15 mars au 15 septembre 2026 –

Délibération n°5

Le onze décembre deux mille vingt-cinq à midi, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **18**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **15**

Administrateurs présents : 8

M. AMADIEU, M. CARDIN, M. CORBET, M. DESPESSE, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL, Mme SAURAT

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 7

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. CATTIN à M. MOREAU, M. CLAPPAZ à M. OLLEON, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, M. MATHIEU à Mme SAURAT, M. MOCELLIN à M. DESPESSE, M. QUEIROS à M. AMADIEU

Administrateurs absents et excusés : 3

Mme BARDIN-RABATEL, M. LONGO, Mme MARTIN-GRAND

Jean-Luc CORBET a été nommé secrétaire de séance.

VU l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

VU la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010 en date du 10 février 2022 actant le 5ème Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'établissement,

VU la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL036 en date du 16 juin 2022, télétransmise en préfecture le 17 juin 2022, organisant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participations aux frais d'étude,

VU la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°25DL037 en date du 22 mai 2025, télétransmise en préfecture le 27 mai 2025, modifiant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études définies dans la délibération susvisée,

VU la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°25DL021 en date du 27 mars 2025, télétransmise en préfecture le 04 avril 2025, portant sur les pouvoirs du Directeur et sa délégation de signature,

Considérant que :

- La période électorale puis l'installation des instances exécutives en 2026 ne permettront pas aux élus locaux l'exécution des conventions d'opérations qui aboutissent à une cession des biens immobiliers, ne permettant pas la tenue d'un conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné sur une période longue de mars à septembre 2026 maximum,
- La cession de tout ou partie de biens couverts par une convention d'opération s'inscrit dans la mise en œuvre du projet pour lequel le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné a délibéré,
- Certaines cessions peuvent être remises en cause si elles ne sont pas actées dans un délai compatible avec les contraintes de l'acheteur, et que ce délai peut remettre en cause la réussite de l'opération,
- La convention d'opération encadre les modalités de cession ainsi que les modalités de calcul de la décote foncière garantissant le respect des modalités d'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné lors de cession.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Autorise le Directeur de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné à céder les biens immobiliers couverts par convention d'opération par décision sous réserve du respect des conditions de cette dernière, d'ici à ce que les instances exécutives des collectivités se

mettent en place, et au plus tard fin septembre 2026,

- Prend acte que le montant de la décote foncière de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné est défini dans la décision de cession durant cette période,
- Prend acte, dans le cas où la cession vient clôturer l'opération, que la décision précisera le bilan définitif de l'opération, ainsi que le solde restant à verser à l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné ou le trop-perçu à reverser à la collectivité garante.

Conclusions – Adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,
Le Président

Laurent AMADIEU